

PROCHAINES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

El Islah appréhende une abstention accrue

El Islah craint une bouderie plus que d'habitude à l'occasion des prochaines élections législatives auxquelles le mouvement islamiste se prépare.

Mohamed Kebci-Alger (Le Soir) - S'exprimant, hier samedi, à l'ouverture d'une réunion du conseil consultatif de la wilaya d'Alger, le secrétaire général du parti n'y est pas allé par trente-six chemins pour signifier sa principale appréhension lors des prochaines élections législatives prévues au printemps 2017. Il s'agit du «fléau» de l'abstention qui risque, cette fois-ci, d'être plus significatif que d'habitude. «Si en mai 2012, à l'occasion des dernières élections législatives, ils étaient plus de douze millions d'Algériens à ne pas se rendre aux urnes, ils risquent d'être plus nombreux à boudier le prochain scrutin législatif.» La raison, selon Fillali Ghouini, «l'insuffisance» des garanties de transparence et de régularité dudit scrutin, d'où,

d'ailleurs, son appel pressant à davantage de garanties à même de conférer à ces élections l'occasion pour le peuple algérien en général, et à l'élite plus particulièrement, «d'exercer sa souveraineté». Ce qui, poursuivra-t-il, «nécessite une volonté politique pour sortir de l'actuel statu quo qui caractérise la scène politique nationale et ainsi rendre espoir aux Algériens pour renouer avec les élections».

Mais plus que la bouderie citoyenne des prochaines élections, le secrétaire général du mouvement Islah craint un boycott massif des partis contraints qu'ils seront de tourner le dos à ces joutes électorales, faute de pouvoir honorer les dispositions de la nouvelle loi électorale. Un code qui participe plus à la ferme-



Fillali Ghouini

ture de l'opération électorale et de la pratique politique dans le pays.

Par ailleurs, Fillali Ghouini tiendra, une fois de plus, à exprimer «l'attachement» de son mouvement à l'Instance de concertation

et de suivi de l'opposition (Icso). Un «acquis», selon lui, pour la classe politique en ce sens qu'il constitue un «cadre de concertation et de discussion» entre les partis de divers bords politiques

qui, autrefois, «ne s'interpellaient que par médias interposés».

Au sujet de la toute dernière sortie incendiaire du secrétaire général du FLN qui s'en est pris une fois de plus au général Mohamed Médiène dit Toufik et à son prédécesseur à la tête de l'ex-parti unique, Abdelaziz Belkhadem, les accusant cette fois-ci, d'agents de la France, dans le pays, le secrétaire général du mouvement Islah estimera que la balle est dans les institutions de l'Etat de droit que l'on cesse de claironner pourtant, dont celle de la justice.

Et de regretter la «dégringolade du niveau du débat politique dans le pays», qui aurait dû tourner autour des aspects «programmatiques» des uns et des autres au lieu de «titiller» la «dignité» et «l'intégrité» des gens.

M. K.

PRÉSIDIÉES PAR AMAR TOU ET RACHID HARRAOUBIA

Des actions de soutien en faveur du Président Bouteflika

Deux initiatives en faveur du président de la République ont été lancées hier. Le Forum national et international des associations et des commissions de soutien au programme du Président et l'initiative populaire pour la candidature de Bouteflika au prix Nobel pour 2017. Les deux actions sont respectivement présidées par Amar Tou et Rachid Harraoubia.

Salima Akkouche – Alger – (Le Soir) - L'ancien ministre des Transports, Amar Tou, est désormais, depuis hier, le président du Forum national et international des associations et des commissions de soutien au président de la République et l'ancien ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Rachid Harraoubia, est, de son côté, président de l'initiative populaire pour la candidature de Bouteflika au prix Nobel pour 2017. L'annonce a été faite en présence de ces deux derniers à Alger, au centre Azzedine-Medjoubi, par Yacine Feliachi, initiateur de ces deux opérations. Les deux anciens ministres se sont, cependant, refusés à tout commentaire.

Rachid Harraoubia préfère attendre la semaine prochaine à l'occasion de l'organisation d'une deuxième rencontre sur l'événement pour parler de son projet.

Les deux initiatives, explique Yacine Feliachi qui se félicite d'être le premier à appeler au quatrième mandat pour le président Bouteflika, sont ouvertes à la société civile et aux ONG, aux parlementaires et à toutes les personnalités politiques qu'elles soient dans l'opposition ou dans l'allégeance.

Le président Bouteflika mérite grandement un prix Nobel de la paix, dit-il, pour son projet de la réconciliation nationale et sa démarche envers les réfugiés africains. Selon les dires de Feliachi, Bouteflika serait à l'origine de la stabilité en Tunisie.

Les copies de son projet de réconciliation, ajoute-t-il, sont demandées par de nombreux pays, notamment la Libye et la Syrie. Feliachi qui affirme n'appartenir à aucun parti politique promet, cependant, de faire parler de son initiative en faveur du Président. «Dans moins d'un mois, le forum des associations et

commissions de soutien au programme du Président tiendra un grand rassemblement à la salle Harcha, à Alger, où des annonces vont être faites et qui surprendront», promet l'intervenant. Ce dernier annonce aussi sa participation aux prochaines législatives.

La candidature, dit-il, sera indépendante où en coalition avec les partis qui soutiennent le Président. Le but, dit-il, c'est de créer un groupe parlementaire indépendant de soutien au programme du Président, loin des «conflits politiques».

S. A.

ORAN/ CONGRÈS RÉGIONAL DE L'ANR

«La Constitution doit protéger les symboles de l'État»

«Nous, au parti, on ne commente pas les déclarations des autres partis politiques, mais nous avons nos positions. Nous avons demandé et cela a été pris en considération, de mettre en place dans la nouvelle Constitution des lois qui rehaussent l'écriture de l'Histoire et protègent les symboles de l'Etat», dira Sahli Belkacem, président de l'ANR en réaction aux dernières déclarations d'Amr Saâdani qui accuse le général Toufik, ancien patron du DRS, d'être le «chef des anciens officiers de l'armée française en Algérie et étant derrière les événements de Ghardaïa».

Amel Bentolba –Oran (Le Soir) - La souveraineté exige également, dira à la presse l'intervenant, qu'il faut plus de discipline dans les déclarations pour une meilleure cohésion et de respect. Le président de l'ANR dira ne pas vouloir verser dans la polémique et qu'il serait préférable d'écrire l'Histoire comme référence pour les générations à venir. Et d'ajouter «des accusations pareilles ont de tout temps

été proférées, d'où l'importance d'écrire convenablement l'histoire. Nous avons déjà entendu ceux qui doutent du nationalisme de Ben Bella ou encore d'Abane». Pour clore ce sujet, il dira «et puis tout ceci (les attaques des uns contre les autres) ce sont des manœuvres de veille de campagne. Nous appelons les partis à s'en tenir au respect mutuel pour une cohésion nationale». Présidant hier à Oran le congrès



Abdelaziz Bouteflika.

régional des wilayas de l'Ouest, Sahli Belkacem, chef du parti de l'Alliance nationale républicaine, a affirmé que pour les législatives de 2017, il sera question de rendre au peuple sa souveraineté. Tout en reconnaissant que les élections en Algérie n'ont jamais été à cent pour cent transparentes, il fait confiance, dit-il, en les engagements du Premier ministre quant à de meilleures conditions pour la tenue de ces échéances.

Tout en rappelant qu'en 2012, son parti ne comptait que deux députés siégeant à l'APN, il se dit fier qu'actuellement, nous avons un groupe parlementaire composé de 20 députés, nous avons aussi en 2012 un nombre de 251 élus locaux, actuellement nous avons dépassé 600 élus».

Pour M. Sahli Belkacem, les législatives de 2017 représentent un double challenge: «Donner,

certaines, au peuple sa souveraineté à élire ses représentants, mais ce qui est attendu des élus de 2017, c'est qu'ils innoveront et n'attendent pas uniquement le budget de l'Etat.» Parmi les buts tracés par le parti en vue du 5^e congrès, l'actualisation des textes du parti à leur tête le statut, le règlement intérieur, mais aussi, dit-il, le programme politique du parti.

Dans le cadre des prochaines élections législatives, le président de l'ANR a salué la décision du RCD d'y prendre part, qualifiant cette position de sage et raisonnable. Evoquant l'initiative politique nationale pour le progrès dans la cohésion et la stabilité (IPNPCS) proposé par le FLN, l'intervenant dira «nous nous réunissons chaque semaine et bientôt, nous présenterons une série de réflexions touchant à tous les secteurs».

A. B.